

Questions orales

● (1110)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LA POSITION FISCALE DU GOUVERNEMENT À LA SUITE
DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES ANNONCÉES—
L'OPPORTUNITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN ORGANISME
INDÉPENDANT DE PRÉVISION ÉCONOMIQUE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a fait une déclaration à la presse en août concernant la position budgétaire modifiée du gouvernement. Le ministre a-t-il maintenant l'intention de faire une déclaration à la Chambre sur la position fiscale actuelle modifiée du gouvernement?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aurai probablement l'occasion de le faire très bientôt, je pense. À la suite de l'annonce faite ce matin par le leader du gouvernement à la Chambre, il est évident que les mesures dont la Chambre a été récemment saisie après l'annonce du 13 août et l'annonce faite cette semaine par le premier ministre ont ajouté des dépenses d'environ 292 millions de dollars au budget.

M. Stanfield: Je déduis de ce que dit le ministre qu'il compte prendre part aux délibérations de lundi prochain. Étant donné la déclaration qu'il a faite à la presse en août dernier et à l'occasion de laquelle il a mentionné qu'il avait souligné pour le gouvernement l'importance de choisir avec soin parmi les programmes de dépenses afin de maintenir les dépenses dans les limites de la position fiscale adoptée, je demande maintenant au ministre s'il propose de couper certaines autres dépenses étant donné les dépenses accrues annoncées et s'il a changé sa position ou si le premier ministre a changé sa position pour lui?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, la position financière globale du gouvernement, pour ce qui est des besoins en espèces, dépendra non seulement de l'accroissement des dépenses mentionnées mais des rentrées. Quoi qu'il en soit, le député a parlé de priorités. Le gouvernement a jugé que, pour l'instant, il n'est pas de priorité supérieure à celle de protéger les Canadiens des groupes à faible revenu et à revenu fixe contre l'érosion de l'inflation. Voilà l'objectif de ces dépenses. Quant à l'objectif supplémentaire macro-économique...

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je voulais tout simplement faire participer certains députés! J'espère que le revenu supplémentaire mis à la disposition des Canadiens pour contrebalancer les effets de l'inflation auront un effet stabilisateur non seulement sur les bénéfices mais aussi sur les revenus.

M. l'Orateur: À l'ordre, je vous prie. Je me vois forcé d'interrompre le ministre.

M. Stanfield: Je voudrais poser une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Nous attendrons à lundi pour avoir d'autres éclaircissements mais, dans l'intervalle, le ministre des Finances a pivoté à un nouveau rythme record. Compte tenu du considérable écart qui

[M. MacEachen.]

existe entre les revenus que reçoit le ministre et ceux qu'il prévoit, selon son propre aveu aux journalistes en août, je voudrais lui demander s'il est maintenant disposé à appuyer la création d'un organisme indépendant de prévisions afin que nous puissions obtenir au Canada quelque chose d'analogue à des prévisions économiques exactes?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'il existe une personne au Canada ou dans n'importe quelle partie du monde, soit dans l'entreprise publique ou privée, soit dans le monde universitaire, syndical ou dans celui des affaires, qui aurait été en mesure de prévoir, en premier lieu, la vigueur de l'économie et, deuxièmement, le taux mondial d'inflation, qui ont tous les deux eu des répercussions sur les revenus de l'État.

M. l'Orateur: À l'ordre. La présidence donne la parole au député d'Egmont qui veut poser une question supplémentaire, ensuite au député des Territoires du Nord-Ouest.

M. David MacDonald (Egmont): Une question supplémentaire au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Comme le ministre a avoué en août que les revenus excédaient d'un demi-milliard de dollars environ les premières prévisions budgétaires de février et comme il en coûtera quelque 290 millions de dollars au Trésor pour donner suite au projet annoncé plus tôt par le premier ministre, le ministre est-il prêt à admettre que les revenus du gouvernement continueront de maintenir un climat d'inflation dans le grand public? En outre, le ministre sera-t-il disposé lundi à faire connaître à la Chambre jusqu'à quel point les mesures contre l'inflation que le premier ministre a déjà annoncées contribueront vraiment à alléger les problèmes des familles à revenus modestes et de ceux qui doivent payer des taux d'intérêt exorbitants pour l'acquisition de maisons en particulier?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je vais tenir soigneusement compte de ces observations avant de formuler ma réponse.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

TERRITOIRES DU NORD-OUEST—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT QUANT À L'AVIS D'OPPOSITION DE LA
FRATERNITÉ DES INDIENS—L'ACQUITTEMENT DES
HONORAIRES DES AVOCATS DE LA DÉFENSE

M. Wally Firth (Territoires du Nord-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Justice, j'aimerais poser une question au premier ministre. Maintenant que la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest s'est prononcée en faveur de l'avis d'opposition de la Fraternité des Indiens des Territoires du Nord-Ouest, le premier ministre nous dirait-il si le gouvernement songe à accepter ce jugement.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministère de la Justice m'apprend qu'il n'a pas encore reçu le jugement. Il a, je crois, reçu les conclusions, mais il attend, paraît-il, le jugement, un document d'environ 60 pages, pour dimanche soir. Après avoir examiné le jugement et les conclusions ainsi que les motifs à la base du jugement, il décidera s'il y a lieu d'interjeter appel.